



RCS : NANTES

Code greffe : 4401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2012 B 00502

Numéro SIREN : 530 937 192

Nom ou dénomination : ELEVEN

Ce dépôt a été enregistré le 11/09/2014 sous le numéro de dépôt 9873

Déposé au Greffe
le 11 SEP. 2014
sous le N° 9873
RCS N° 12 652

SARL ELEVEN

Société à responsabilité limitée

au capital de 100 000 euros

Siège social : 3, allée Cassard

44000 NANTES

STATUTS MIS A JOUR

PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

ET EXTRAORDINAIRE DU 24 JUILLET 2014

Certifié conforme,

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

EXERCICE

Article 1 - FORME

La Société est une Société à responsabilité limitée. Elle est régie par les dispositions du Livre deuxième du Code de commerce sur les sociétés commerciales, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur, et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

Dispositions générales relatives à l'objet social : pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'un GIE, avec d'autres sociétés ou personnes, et réaliser en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle peut prendre toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes autres sociétés ou entreprises, françaises ou étrangères ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

Elle peut réaliser, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social, ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La Société a pour objet :

- Le négoce au détail d'articles de tous sports, vêtements, chaussures et accessoires et plus particulièrement dans le domaine du football,
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, installation, exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées,
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet social similaire ou connexe.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

SARL ELEVEN

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "Société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à NANTES (44000) 3, allée Cassard.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus ci-après.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2012.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 7 – Apports

1) A la constitution de la Société, les associés fondateurs ont fait les apports en numéraire suivants :

- | | |
|---------------------------------------------------------------------|--------------|
| - Monsieur Olivier BOUBAT a apporté la somme de dix mille euros, ci | 10.000 Euros |
| - Madame Isabelle BOUBAT a apporté la somme de dix mille euros, ci | 10.000 Euros |

2) Suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 17 novembre 2011, le capital a été augmenté de 80.000 € par apports en numéraire tels qu'indiqué dessous :

- Monsieur Olivier BOUBAT a apporté la somme de soixante sept mille cinq cents euros, ci 67.500 Euros

- Monsieur Benoît DEFOIS a apporté la somme de douze mille cinq cents euros, ci 12.500 Euros

3) Suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 18 janvier 2012, le capital a été augmenté de 25.000 € par apports en numéraire tels qu'indiqué dessous :

- société CADOGAN INVESTISSEMENTS a apporté la somme de douze mille cinq cents euros, ci 12.500 Euros

- société ARMAGA DEVELOPPEMENT a apporté la somme de douze mille cinq cents euros, ci 12.500 Euros

4) Suivant délibérations de cette même assemblée générale extraordinaire en date du 18 janvier 2012, le capital a été augmenté de 175.000 € par incorporation de la prime d'émission dans le capital social.

5) Suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 avril 2012, le capital a été augmenté de 45.113 € par apports en numéraire tels qu'indiqué dessous :

- société CADOGAN INVESTISSEMENTS a apporté la somme de dix huit mille sept cent quatre vingt dix sept euros, ci 18.797 Euros

- société ARMAGA DEVELOPPEMENT a apporté la somme de dix huit mille sept cent quatre vingt dix sept euros, ci 18.797 Euros

- Monsieur Benoît DEFOIS a apporté la somme de sept mille cinq cent dix neuf euros, ci 7.519 Euros

6) Suivant délibérations de cette même assemblée générale extraordinaire en date du 30 avril 2012, le capital a été augmenté de 74.887 € par incorporation de la prime d'émission dans le capital social.

7) Suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 novembre 2012, le capital a été augmenté de 32.940 € par apports en numéraire tels qu'indiqué dessous :

- la société MIRADA a apporté la somme de sept mille cinquante huit euros, ci 7.058 Euros

- Monsieur Mathieu FOURMOND a apporté la somme de huit mille deux cent trente cinq Euros, ci 8.235 Euros

- Monsieur François SEBASTIA a apporté la somme de huit mille deux cent trente cinq Euros, ci 8.235 Euros

- Monsieur Jean DU PEYROUX a apporté la somme de quatre mille sept cent six Euros, ci 4.706 Euros

- Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT a apporté la somme de quatre mille sept cent six Euros, ci 4.706 Euros

8) Suivant délibérations de la même assemblée générale extraordinaire en date du 30 novembre 2012, le capital social a été augmenté d'une somme de 163 053 € par incorporation de la prime d'émission dans le capital social.

9) Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 24 juillet 2014, le capital social a été réduit d'une somme de 615 993 euros puis augmenté d'une somme de 100 000 euros en numéraire.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à cent mille euros (100 000 euros).

Il est divisé en 100 000 parts sociales de 1 euros chacune, entièrement souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-dessus.

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

- Monsieur Olivier BOUBAT, à concurrence de trente-sept mille cinq cent parts
Ci, 37 500 parts
Numérotées de 1 à 37 499
- Monsieur Hervé GALLAND, à concurrence de deux mille cinq cents parts,
Ci, 2 500 parts
Numérotées de 37 500 à 39 999
- La société CADOGAN INVESTISSEMENTS, à concurrence de vingt-trois mille sept cent cinquante parts
Ci, 23 750 parts
Numérotées de 40 000 à 63 749
- La société AMARGA DEVELOPPEMENT, à concurrence de dix-huit mille sept cent cinquante parts
Ci, 18 750 parts
Numérotées de 63 750 à 82 499
- La société MIRADA, à concurrence de trois mille parts
Ci, 3 000 parts
Numérotées de 82 500 à 85 499

- Monsieur Mathieu FOURMOND, à concurrence de trois mille cinq cents parts Ci, Numérotées de 85 500 à 88 999	3 500 parts
- Monsieur François SEBASTIA, à concurrence de trois mille cinq cents parts Ci, Numérotées de 89 000 à 92 499	3 500 parts
- Monsieur Jean DU PEYROUX, à concurrence de deux mille cinq cents parts Ci, Numérotées de 92 500 à 94 999	2 500 parts
- Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT à concurrence de cinq mille parts Ci, Numérotées de 95 000 à 100 000	5 000 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	100 000 parts

Article 9 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Augmentation du capital

1 - Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

2 - Souscription en numéraire et apports en nature

Le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts à libérer en numéraire.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital doivent être entièrement libérées et réparties lors de leur création.

3 - Rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles, devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

4 - Apporteurs ou acquéreurs communs en biens

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

5 - Apporteurs ou acquéreurs liés par un PACS

En cas d'apport de biens indivis ou d'acquisition de parts par un tiers souscripteur lié par un PACS, l'acte d'apport ou d'acquisition devra mentionner les dispositions retenues dans le cadre de l'article 515-5 du Code civil.

Le partenaire de l'apporteur ou de l'acquéreur lié par un PACS devra être agréé selon les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

II - Réduction du capital social

1 - Conditions de la réduction du capital

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

2 - Pertes ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au Greffe du Tribunal de commerce du lieu du siège social, et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés.

A défaut par la gérance ou le Commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au Tribunal de commerce la dissolution de la Société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 10 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES - INTERDICTION D'EMETTRE DES VALEURS MOBILIERES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la Société d'émettre des valeurs mobilières. Elle pourra toutefois procéder à l'émission d'obligations nominatives dans les conditions prévues par la loi.

Les droits de chaque associé dans la Société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

Article 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Cessions

1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la Société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Greffe du Tribunal de commerce.

2- Agrément des cessions

a) Cessions entre associés

Dès lors que la société comporte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, sous réserve des dispositions d'un pacte extra statutaire.

b) Cessions au profit des conjoints, ascendants ou descendants

Dès lors que la société comporte plusieurs associés, les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, et sous réserve des dispositions d'un pacte extra statutaire.

c) Cessions à des tiers non associés n'ayant pas la qualité de conjoints, ascendants ou descendants du cédant

Dès lors que la société comporte plusieurs associés, les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, et sous réserve des dispositions d'un pacte extra statutaire.

3 - Procédure d'agrément

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter des associés par écrit sur ce projet.

La décision de la Société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au deuxième alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

En cas d'avis favorable, l'associé en est informé par écrit ou par la remise d'une copie certifiée conforme du procès-verbal contenant la relation de la procédure et de la décision prise. Il peut alors réaliser l'opération aux conditions communiquées.

4 - Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, sauf si le cédant renonce à la cession de ses parts.

Les frais d'expertise sont à la charge de la société.

A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois, par décision du Président du Tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par ordonnance du Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

5 – Repentir du cédant

Le cédant pourra, à tout moment, renoncer à la cession.

S'il ne répond pas à une notification passé un délai de deux (2) mois à compter de la notification, il sera réputé avoir renoncé à la cession.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité en nombre des associés survivants.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou une lettre remise en main propre contre décharge, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers, ayants droit ou conjoint survivant.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

L'agrément pourra être donné au profit de tous les ayant droit de l'associé décédé ou au profit de certains d'entre eux seulement, indivisément ou séparément, au libre choix des associés survivants.

Dans ce cas, le ou les bénéficiaires de cette stipulation seront redevables à la succession de la valeur des droits sociaux qui leurs seront attribués.

En cas d'agrément partiel, chaque bénéficiaire désigné qui souhaiterait refuser son admission, devra le faire connaître à la société, par courrier recommandé avec accusé de réception ou acte extrajudiciaire, dans les trente (30) jours qui suivront la réception de la notification de la décision d'agrément qui lui sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou acte extrajudiciaire. A défaut, il sera réputé définitivement admis dans les conditions de la décision notifiée.

Si l'un ou l'autre des bénéficiaires désignés exprime son refus, la décision d'agrément sera rendue caduque pour le tout. Il conviendra alors, de convoquer une nouvelle assemblée générale des associés survivants à l'effet de statuer sur le sort des parts de l'associé décédé.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis pour l'ensemble des héritiers et ayants droit.

Si les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

2 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant non encore associé.

3 - Extinction du PACS

En cas de résiliation du PACS (d'un commun accord par les deux partenaires ou unilatéralement), la liquidation des parts indivises sera effectuée conformément aux règles applicables au partage (application de l'article 832 du Code civil par renvoi de l'article 515-6), avec possibilité d'attribution préférentielle des parts sociales à l'autre partenaire, moyennant le paiement d'une soulte.

A défaut d'accord amiable, la demande d'attribution préférentielle sera portée devant le juge compétent qui, si chaque partenaire réclame l'attribution du même bien, statuera en tenant compte des aptitudes de chacun à gérer l'entreprise et à s'y maintenir et de la durée de leur participation personnelle à l'activité de l'entreprise.

III – Augmentation de capital - apports

Les règles de transmission définies ci-dessus pour la cession des parts sociales, y compris celles stipulant un agrément préalable, sont applicables également aux opérations concernant :

- l'attribution de parts sociales nouvelles à toute personne physique ou morale non encore associée, en contrepartie d'apports en nature, en numéraire ou autres,
- ou sa participation à une augmentation de capital par cession de droits.

L'apport de parts sociales consenti par un associé au profit d'une personne morale est également assujéti aux règles définies ci-dessus pour la cession des parts sociales.

IV – Nantissement des parts sociales

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au présent article 12, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1^{er} du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital social.

Article 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

Les titres de la société pourront être donnés en location, dans les conditions prévues par la loi.

Article 13 - DROITS DES ASSOCIES

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

Les droits attachés aux parts d'industrie sont fixés lors de la création desdites parts.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

Article 14 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

Article 15 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées soit d'accord commun entre la gérance et l'associé intéressé, soit par décision collective des associés. Si l'avance en compte courant est effectuée par un Gérant, ses conditions de retrait et de rémunération sont fixées par décision collective des associés. En tout état de cause, les conventions des avances en comptes à associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article L. 223-19 du Code de commerce.

TITRE III

GERANCE

Article 16 - DESIGNATION DES GERANTS

La Société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques désignées parmi les associés ou en dehors d'eux.

En cours de vie sociale, la nomination des gérants est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

Article 17 - POUVOIRS DE LA GERANCE

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était Gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le Gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la Société - Le Gérant", suivis de la signature du Gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le Gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Article 18 - DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE

1 - Durée

~~La durée des fonctions du ou des gérants est fixée, au cours de la vie sociale, par la décision collective qui les nomme.~~

2 - Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts. Enfin, un Gérant peut être révoqué par le Président du Tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le Gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit en informer par écrit chacun des associés un mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la Société.

3 - Nomination d'un nouveau Gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du Gérant restant en fonction, soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital, soit par un Mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

En cas de décès du Gérant, tout associé a la faculté de convoquer l'assemblée générale mais à seule fin de procéder à son remplacement, dans les conditions de l'article L. 223-27, alinéa 5 du Code de commerce.

Article 19 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération ainsi que son montant sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE

1 - Le Gérant ou, s'il en existe un, le Commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

2 - L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le Gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

3 - S'il n'existe pas de Commissaire aux comptes, les conventions qu'un gérant non associé envisage de conclure avec la Société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

4 - Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le Gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

5 - Les dispositions du présent article s'appliquent aux conventions passées avec toute société dont un associé indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, Directeur Général, membre du Directoire ou du Conseil de surveillance, est simultanément Gérant ou associé de la Société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 21 - RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont responsables envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article L. 223-22 du Code de commerce.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la Société, le Gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article L. 223-24 du Code de commerce.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

Article 22 - MODALITES

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

~~Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 24 des présents statuts.~~

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 – L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre cas, les modifications statutaires sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par les présents statuts, doit être donné par la majorité des associés selon les règles fixées audit article.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la Société est décidée dans les conditions fixées par l'article L. 223-43 du Code de commerce.

La transformation de la Société en Société en nom collectif, en Société en commandite simple ou par actions, en Société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 23 - ASSEMBLEES GENERALES

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article 27 des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le Commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3 - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

5 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est réunie au lieu indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 24 - CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

Article 25 - PROCES-VERBAUX

1 - Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le Président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualités du Président de séance, les nom et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

2 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

3 - Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social, et cotés et paraphés soit par un juge du Tribunal de commerce, soit par un juge du Tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

4 - Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul Liquidateur.

Article 26 - INFORMATION DES ASSOCIES

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le Ministère Public et le Comité d'entreprise s'il en existe sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non-gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au Gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du Gérant est communiquée, le cas échéant, aux commissaires aux comptes.

TITRE V

CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 27- COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VI

COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

Article 28 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Article 29 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte "report à nouveau débiteur", constitue les sommes distribuables.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 30 - DISSOLUTION

1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la Société doit être prorogée ou non.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

L'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la Société dans les conditions prévues par les articles L. 223-2 et L. 223-42 du Code de commerce.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cent, la Société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

Article 31 - LIQUIDATION

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Si toutes les parts sociales sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Article 32 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

SARL ELEVEN

**Société à responsabilité limitée
au capital de 615 993 euros**

**Siège social : 5, avenue FOCH
18200 SAINT-AMAND-MONTROND**

590 937 192 RCS BOURGES

DECISION UNANIME DES ASSOCIES

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Olivier BOUBAT, associé de la Société, à concurrence de 37 500 parts,
- La société CADOGAN INVESTISSEMENTS, associée de la Société, à concurrence de 23 750 parts,
- La société AMARGA DEVELOPPEMENT, associée de la Société, à concurrence de 18 750 parts,
- Monsieur Hervé GALLAND, associé de la Société, à concurrence de 2 500 parts,
- La société MIRADA, associée de la Société, à concurrence de 3 000 parts,
- Monsieur Mathieu FOURMOND, associé de la Société, à concurrence de 3 500 parts,
- Monsieur François SEBASTIA, associé de la Société, à concurrence de 3 500 parts,
- Monsieur Jean DU PEYROUX, associé de la Société, à concurrence de 2 500 parts,
- Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT, associé de la Société, à concurrence de 5 000 parts.

APRES AVOIR EXPOSE :

1. Qu'ils sont les seuls associés de la société SARL ELEVEN, société à responsabilité limitée au capital de 100 000 euros, divisé en 100 000 parts sociales de 1 euro chacune réparties ainsi qu'il suit :

- Monsieur Olivier BOUBAT, à concurrence de	37 500 parts
- La société CADOGAN INVESTISSEMENTS, à concurrence de	23 750 parts
- La société AMARGA DEVELOPPEMENT, à concurrence de	18 750 parts
- Monsieur Hervé GALLAND, à concurrence de	2 500 parts
- La société MIRADA, de	3 000 parts
- Monsieur Mathieu FOURMOND, à concurrence de	3 500 parts
- Monsieur François SEBASTIA, à concurrence de	3 500 parts
- Monsieur Jean DU PEYROUX, à concurrence de	2 500 parts
- Monsieur Hugues DE LA CHAISE, à concurrence de	5 000 parts

2. Que l'article 22 des statuts de la Société prévoit que « les décisions collectives peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte » ;

3. Qu'aux termes d'une assemblée générale ordinaire et extraordinaire en date du 24 juillet 2014, la collectivité des associés, après avoir décidé d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'élevant à - 231 255 euros au compte "report à nouveau" s'élevant ainsi à - 615 993 euros, a décidé d'amortir ces pertes en réduisant le capital d'une somme de 615 993 euros, le ramenant ainsi de 615 993 euros à zéro euro puis d'augmenter le capital social de 100 000 euros, pour le porter de la somme de zéro euro à laquelle il venait d'être réduit, à la somme de 100 000 euros par la création de 100 000 parts nouvelles de 1 euro chacune, émises au pair, et à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Que consécutivement aux opérations ci-dessus décrites, les capitaux propres de la Société sont reconstitués à un niveau au moins égal à la moitié du capital social, et qu'il convient de faire procéder à une inscription modificative au Registre du commerce et des sociétés relative à la régularisation de la situation de la Société.

ONT PRIS, A L'UNANIMITE, LES DECISIONS SUIVANTES :

PREMIERE DECISION

Les associés, à l'unanimité,

PRENNENT ACTE qu'il résulte des décisions de réduction du capital par amortissement de la totalité des pertes antérieures et d'augmentation du capital, intervenues aux termes de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire en date du 24 juillet 2014, que les capitaux propres de la Société sont reconstitués à un niveau au moins égal à la moitié du capital social

DEUXIEME DECISION

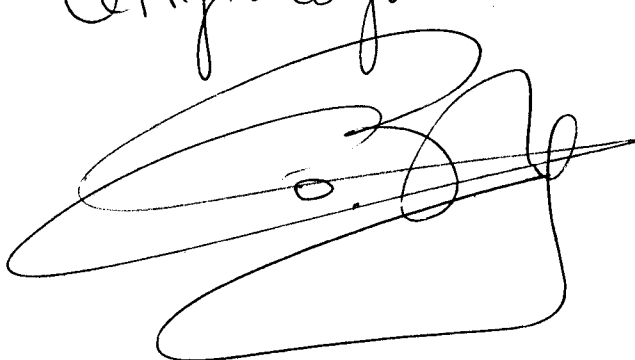
Les associés, à l'unanimité,

DONNENT TOUS POUVOIRS au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Fait à SAINT-AMAND MONTROND

Le 24 juillet 2014

Certifié conforme.

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

SARL ELEVEN

**Société à responsabilité limitée
au capital de 615 993 euros**

**Siège social : 5, avenue FOCH
18200 SAINT-AMAND-MONTROND**

590 937 192 RCS BOURGES

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ET EXTRAORDINAIRE DU 24 JUILLET 2014**

L'an deux mille quatorze,

Le vingt-quatre juillet,

A 10 heures,

Les associés de la SARL ELEVEN, société à responsabilité limitée au capital de 615 993 euros, divisé en 615 993 parts de un euro chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire, au cabinet de la société COGEP 20, Cours Manuel 18200 SAINT-AMAND-MONTROND, sur la convocation de la gérance faite par lettre recommandée-AR en date du 8 juillet 2014 à chaque associé.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés.

Sont présents :

Monsieur Olivier BOUBAT

La société CADOGAN INVESTISSEMENTS

Monsieur Benoit DEFOIS

A1 A1 A1

HCC
HCC
HCC

03
B1

Monsieur Hugues DE LA CHAISE

Monsieur Alec MASH

Sont représentés :

La société AMARGA DEVELOPPEMENT

La société MIRADA

Monsieur Mathieu FOURMOND

Monsieur François SEBASTIA

Sont absents excusés :

Monsieur Jean DUPEYROUX

Monsieur Hervé GALLAND

Les associés présents ou représentés possédant ainsi 605 592 parts, soit au moins le quart des parts sociales, l'Assemblée Générale est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer tant à titre ordinaire qu'à titre extraordinaire.
L'Assemblée est présidée par Monsieur Olivier BOUBAT, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR ORDINAIRE

- Lecture du rapport établi par la gérance,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et quitus à Monsieur Olivier BOUBAT, gérant,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Lecture du rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 223-19 du Code de commerce, et décision à cet égard.

AM A1 A1

HLC
HLC
HLC

OZ
(B.)

ORDRE DU JOUR EXTRAORDINAIRE

- Réduction du capital d'une somme de 615 993 euros sous condition suspensive de réalisation d'une augmentation de capital en numéraire,
- Décision et réalisation d'une augmentation du capital social d'une somme de 100 000 euros par l'émission de 100 000 parts sociales nouvelles de un euros chacune, à libérer en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital et, en conséquence, de la réduction préalable du capital,
- Transfert du siège social,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- une copie de la lettre recommandée adressée à chaque associé et les récépissés postaux,
- la feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés,
- les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013,
- le rapport de gestion établi par la gérance,
- le rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 223-19 du Code de commerce,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

M M M

HLC
HLC
HLC

03
B)

Le Président présente et commente les comptes de l'exercice écoulé avant de donner lecture à l'Assemblée du rapport de gestion et du rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 223-19 du Code de commerce, établis par la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Un débat s'instaure entre les associés.

Monsieur MASH sollicite des explications concernant la dégradation du résultat depuis le mois de février 2014.

Monsieur BOUBAT explique que le résultat au mois de février était basé sur un stock théorique. Après inventaire physique, il a été constaté un écart négatif sur le stock de 267 437,77 euros et une provision pour dépréciation de 15% du stock soit 128 333,33 euros.

Monsieur DE LA CHAISE sollicite des explications concernant l'augmentation de la dette fiscale et les conséquences qui en découlent pour la société.

Monsieur BOUBAT explique qu'il s'agit de la TVA, qu'un échéancier a été sollicité et qu'un rendez-vous est pris avec l'administration fiscale le 28 août 2014.

Monsieur DEFOIS interroge Monsieur BOUBAT sur l'évaluation des stocks.

Monsieur BOUBAT demande à Monsieur DEFOIS des explications sur la différence constatée sur les stocks.

Monsieur DEFOIS rappelle que la valorisation du stock a été effectuée sur la base de l'outil de gestion de l'entreprise.

Il ajoute qu'ayant été révoqué le 17 février 2014, il n'a pas pu participer ni contrôler l'inventaire physique au 31 mars 2014.

Monsieur BOUBAT demande à Monsieur DEFOIS pourquoi il n'y a pas eu d'inventaire physique au 31/12/2012 et 31/12/2013 alors même qu'il l'avait demandé.

Monsieur DE LA CHAISE demande à ce qu'il soit statué sur le quitus à donner aux cogérants sur l'exercice 2013.

En effet, la résolution proposée ne prévoit pas le quitus de Monsieur DEFOIS alors même qu'il était cogérant sur la totalité de l'exercice soumis à approbation.

A7 A7 A1

HLC OZ
HLC
HLC B1)

Il propose de modifier le texte de la première résolution et de distinguer l'approbation des comptes à proprement parler et le quitus sur lequel il doit être statué individuellement pour chaque cogérant.

Il demande à Monsieur DEFOIS de laisser l'assemblée statuer sur sa gérance dans la mesure où il était en fonction et que son refus démontrerait sa mauvaise foi.

Monsieur DE LA CHAISE, Monsieur BOUBAT et Monsieur Alec MASH donnent leur accord pour modifier le texte de la première résolution sans pour autant modifier l'ordre du jour.

Monsieur DEFOIS s'oppose formellement à cette modification.

Pour preuve de la difficulté de cogestion à distance et notamment des consignes qu'il a pu données et qui n'ont pas été suivies d'effet, Il fait état d'une amende reçue dernièrement par la société d'un montant de 1 250 euros.

L'origine est une enquête effectuée la répression des fraudes le 4 juillet 2012 portant un défaut d'étiquetage de 134 produits.

Il était demandé aux cogérants de répondre sur la réception du document et les mesures prises pour régulariser.

Monsieur BOUBAT a seul répondu à l'administration et donné les consignes à Monsieur DEFOIS pour se mettre en conformité avec la législation.

Suite à une seconde visite de la répression des fraudes, le 22 juillet 2013, il a été constaté les mêmes manquements.

Sur le PV, il est noté le comportement agressif de l'un des gérants, Monsieur DEFOIS.

Le PV conclu « Les cogérants sont pénalement responsables des infractions constatées. »

L'administration a proposé une indemnité transactionnelle de 1 250 euros contre 10 500 euros.

Monsieur BOUBAT ajoute qu'il a eu des comportements similaires avec la copropriété.

Monsieur DEFOIS ne souhaite pas commenter.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes :

M M M

HLC OZ
HLC
HLC BA

RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

Elle prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non admises dans les charges déductibles au regard de l'article 39, 4 du Code général des impôts.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, 532 606 voix ayant voté pour, 76 986 voix ayant voté contre.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne à Monsieur Olivier BOUBAT quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, 331 178 voix ayant voté pour, 201 428 voix ayant voté contre, 77 986 voix s'étant abstenues.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne à Monsieur Benoit DEFOIS quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Cette résolution est rejetée, 0 voix ayant voté pour, 532 206 voix ayant voté contre, 77 986 voix s'étant abstenues.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition de la gérance et décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à - 231 255 euros de la manière suivante :

Perte de l'exercice : - 231 255 euros

Au compte "report à nouveau" - 231 255 euros
S'élevant ainsi à - 615 993 euros

A7 A1 A1

HLC OZ
HLC BN
HLC

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué depuis la constitution de la Société.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, 532 606 voix ayant voté pour, 76 986 voix ayant voté contre.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 223-19 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve successivement chacune desdites conventions.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, les associés intéressés s'étant tout à tour abstenus de voter.

RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, et après avoir décidé d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à - 231 255 euros au compte "report à nouveau" s'élevant ainsi à - 615 993 euros, décide d'amortir ces pertes en réduisant le capital d'une somme de 615 993 euros, le ramenant ainsi de 615 993 euros à zéro euro, sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital faisant l'objet de la septième résolution ci-après.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, 532 606 voix ayant voté pour, 76 986 voix ayant voté contre.

SEPTIEME RESOLUTION

Sous la même condition suspensive que ci-dessus, l'Assemblée Générale décide de réaliser cette réduction de capital par voie d'annulation des 615 993 parts sociales existantes.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, 532 606 voix ayant voté pour 76 986 voix ayant voté contre.

A1 A1 A1

HLC
HLC
HLC
OZ
BA

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social de 100 000 euros, pour le porter de la somme de 0 euro à laquelle il vient d'être réduit, à la somme de 100 000 euros par la création de 100 000 parts nouvelles de 1 euro chacune, émises au pair, et à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Les parts nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de la réalisation définitive de l'augmentation de capital. Elles seront alors complètement assimilées aux parts anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, 532 606 voix ayant voté pour, 76 986 voix ayant voté contre.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que les 100 000 parts nouvelles de de 1 euro chacune ont été souscrites en totalité par :

- Monsieur Olivier BOUBAT, associé de la Société, à concurrence de 37 500 parts,
- La société CADOGAN INVESTISSEMENTS, associée de la Société, à concurrence de 23 750 parts,
- La société AMARGA DEVELOPPEMENT, associée de la Société, à concurrence de 18 750 parts,
- Monsieur Hervé GALLAND, associé de la Société, à concurrence de 2 500 parts,
- La société MIRADA, associée de la Société, à concurrence de 3 000 parts,
- Monsieur Mathieu FOURMOND, associé de la Société, à concurrence de 3 500 parts,
- Monsieur François SEBASTIA, associé de la Société, à concurrence de 3 500 parts,
- Monsieur Jean DU PEYROUX, associé de la Société, à concurrence de 2 500 parts,
- Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT, associé de la Société, à concurrence de 5 000 parts.

Total égal au nombre de parts nouvelles

100 000 parts

Handwritten notes at the bottom of the page:

AM AM AM HLC HLC HLC OS BA

Madame Isabelle GUILLAUMAIN, conjoint commun en biens de Monsieur Olivier BOUBAT, régulièrement avertie en application de l'article 1832-2 du Code civil, a notifié son intention de ne pas devenir personnellement associée pour la moitié des parts souscrites par son conjoint et libérées au moyen de fonds communs.

Madame Bénédicte DUCHIER, conjoint commun en biens de Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT, régulièrement avertie en application de l'article 1832-2 du Code civil, a notifié son intention de ne pas devenir personnellement associée pour la moitié des parts souscrites par son conjoint et libérées au moyen de fonds communs.

Madame Coralie ROCHEBOIS, conjoint commun en biens de Monsieur Jean DU PEYROUX, régulièrement avertie en application de l'article 1832-2 du Code civil, a notifié son intention de ne pas devenir personnellement associée pour la moitié des parts souscrites par son conjoint et libérées au moyen de fonds communs.

L'Assemblée Générale constate que les 100 000 parts nouvelles ont été libérées en totalité de leur montant nominal, savoir :

- par Monsieur Olivier BOUBAT, par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société ainsi qu'il résulte de de l'attestation délivrée par le cabinet COGEP, expert-comptable de la Société en date du 7 juillet 2014 certifiée par la gérance et ci-annexée, à concurrence de 37 500 euros,

- par la société CADOGAN INVESTISSEMENTS, par compensation à due concurrence avec des créances liquides et exigibles sur la Société ainsi qu'il résulte de l'attestation délivrée par le cabinet COGEP, expert-comptable de la Société en date du 7 juillet 2014 certifiée par la gérance et ci-annexée, soit 23 750 euros.

- par la société AMARGA DEVELOPPEMENT, par compensation à due concurrence avec des créances liquides et exigibles sur la Société ainsi qu'il résulte de de l'attestation délivrée par le cabinet COGEP, expert-comptable de la Société en date du 7 juillet 2014 certifiée par la gérance et ci-annexée, soit 18 750 euros.

- par Monsieur Hervé GALLAND, par compensation à due concurrence avec des créances liquides et exigibles sur la Société ainsi qu'il résulte de de l'attestation délivrée par le cabinet COGEP, expert-comptable de la Société en date du 7 juillet 2014 certifiée par la gérance et ci-annexée, soit 2 500 euros.

- par la société MIRADA, par compensation à due concurrence avec des créances liquides et exigibles sur la Société ainsi qu'il résulte de de l'attestation délivrée par le cabinet COGEP, expert-comptable de la Société en date du 7 juillet 2014 certifiée par la gérance et ci-annexée, soit 3 000 euros.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including three 'A1' marks, three 'HLC' marks, and two large initials 'OB' and 'DJ'.

- par Monsieur Mathieu FOURMOND, par compensation à due concurrence avec des créances liquides et exigibles sur la Société ainsi qu'il résulte de l'attestation délivrée par le cabinet COGEP, expert-comptable de la Société en date du 7 juillet 2014 certifiée par la gérance et ci-annexée, soit 3 500 euros.

- par Monsieur François SEBASTIA, par compensation à due concurrence avec des créances liquides et exigibles sur la Société ainsi qu'il résulte de l'attestation délivrée par le cabinet COGEP, expert-comptable de la Société en date du 7 juillet 2014 certifiée par la gérance et ci-annexée, soit 3 500 euros.

- par Monsieur Jean DU PEYROUX, par compensation à due concurrence avec des créances liquides et exigibles sur la Société ainsi qu'il résulte de l'attestation délivrée par le cabinet COGEP, expert-comptable de la Société en date du 7 juillet 2014 certifiée par la gérance et ci-annexée, soit 2 500 euros.

- par Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT, par compensation à due concurrence avec des créances liquides et exigibles sur la Société ainsi qu'il résulte de l'attestation délivrée par le cabinet COGEP, expert-comptable de la Société en date du 7 juillet 2014 certifiée par la gérance et ci-annexée, soit 5 000 euros.

Total des libérations par compensation : 100 000 euros

Soit un montant total de 100 000 euros correspondant au montant total de l'augmentation de capital.

L'Assemblée Générale constate en outre :

- que la somme de 100 000 euros, montant des souscriptions par compensation, correspond à des créances liquides et exigibles sur la Société, ainsi qu'il ressort de l'attestation délivrée par le cabinet COGEP, expert-comptable de la Société en date du 7 juillet 2014 et certifiée par la gérance ;

- que l'augmentation de capital est ainsi régulièrement et définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, 532 606 voix ayant voté pour, 76 986 voix ayant voté contre.

DIXIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier les articles 7 et 8 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

ARTICLE 7 - APPORTS

Il est ajouté à cet article l'alinéa suivant :

A1 A1 A1 HLC HLC HLC HLC
OZ
B1)

10) Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 24 juillet 2014, le capital social a été réduit d'une somme de 615 993 euros puis augmenté d'une somme de 100 000 euros en numéraire.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à cent mille euros (100 000 euros).

Il est divisé en 100 000 parts sociales de 1 euro chacune, entièrement souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-dessus.

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

- Monsieur Olivier BOUBAT, à concurrence de trente-sept mille cinq cent parts
Ci, 37 500 parts
Numérotées de 1 à 37 499
- Monsieur Hervé GALLAND, à concurrence de deux mille cinq cents parts,
Ci, 2 500 parts
Numérotées de 37 500 à 39 999
- La société CADOGAN INVESTISSEMENTS, à concurrence de vingt-trois mille sept cent cinquante parts
Ci, 23 750 parts
Numérotées de 40 000 à 63 749
- La société AMARGA DEVELOPPEMENT, à concurrence de dix-huit mille sept cent cinquante parts
Ci, 18 750 parts
Numérotées de 63 750 à 82 499
- La société MIRADA, à concurrence de trois mille parts
Ci, 3 000 parts
Numérotées de 82 500 à 85 499
- Monsieur Mathieu FOURMOND, à concurrence de trois mille cinq cents parts
Ci, 3 500 parts
Numérotées de 85 500 à 88 999
- Monsieur François SEBASTIA, à concurrence de trois mille cinq cents parts
Ci, 3 500 parts
Numérotées de 89 000 à 92 499
- Monsieur Jean DU PEYROUX, à concurrence de deux mille cinq cents parts
Ci, 2 500 parts
Numérotées de 92 500 à 94 999

AM AM AM HLC
HLC
HLC OZ
BD

- Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT à concurrence de cinq mille parts
Ci, 5 000 parts
Numérotées de 95 000 à 100 000

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 100 000 parts

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, 532 606 voix ayant voté pour, 76 986 voix ayant voté contre.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de transférer le siège social de SAINT-AMAND-MONTROND (18200) 5, avenue Foch à NANTES (44000) 3, allée Cassard, à compter de ce jour.

En conséquence, l'Assemblée modifie l'article 4 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à NANTES (44000) 3, allée Cassard.

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, 532 606 voix ayant voté pour, 76 986 voix ayant voté contre.

DOUZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, 532 606 voix ayant voté pour, 76 986 voix s'étant abstenues.

AM AM HLC
AM HLC
HLC OZ
BD

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 12 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant, les associés présents et les mandataires.

[Handwritten signatures and initials]
#elachaus
#elachaus
#elachaus
AMM
AMM
AMM

Enregistré à : SERV. DEP. D ENREGISTREMENT-BOURGES
Le 29/07/2014 Bordereau n°2014/900 Case n°4 Ext 2670
Enregistrement : 375 € Pénalités :
Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros
Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros
La Contrôleuse des impôts

[Signature]
GABRIEL RIGAUDIE
Contrôleur

A1 A1 A1 HLC HLC HLC
B2
B1

Déposé au Greffe
le 11 SEP. 2014

sous le N° 9873
RCS N°

12 b 52

SARL ELEVEN

Société à responsabilité limitée

au capital de 615 993 euros

**Siège social : 5, avenue FOCH
18200 SAINT-AMAND-MONTROND**

590 937 192 RCS BOURGES

DECLARATION SOUSCRITE
en application de l'article R. 123-110 du Code de commerce

Le soussigné,

Monsieur Olivier BOUBAT, agissant en qualité de gérant de la société SARL ELEVEN,

Déclare et atteste que le siège social de la société SARL ELEVEN est fixé depuis l'origine à SAINT-AMAND MONTROND (18200) 5, avenue FOCH, sans aucun transfert jusqu'à ce jour.

Fait en deux exemplaires

A SAINT-AMAND MONTROND (Cher)

Le 24 juillet 2014

